REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Discours prononcé par l'Ambassadeur Albert SHINGIRO, Secrétaire Permanent au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale du Burundi

A l'occasion

DE LA CONFERENCE FINALE POUR UN TRAITE SUR LE COMMERCE DES ARMES (TCA)

Vérifié au prononcé

NEW YORK, 18 MARS 2013

Monsieur le Président,

1- Je voudrais dès l'entame de mon propos, et au nom de ma délégation, vous féliciter sincèrement pour votre brillante élection à la présidence de notre Conférence qui nous réunira pendant deux semaines. Soyez assuré de notre entière coopération durant votre mandat à la présidence de cette conférence.

2- Permettez- moi également de rendre un hommage mérité à votre prédécesseur qui a fait un excellent travail jusqu'au mois de juillet 2012. N'eut été son travail et sa persévérance, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui. Grâce à son excellent travail, nous avons devant nous un projet de Traité équilibré qui nous servira de bonne base pour la conclusion d'un TCA universel, robuste et juridiquement contraignant.

3- Nous apprécions à juste titre la manière inclusive avec laquelle vous avez mené de plus larges consultations avant la tenue même de cette conférence, qui je l'espère, sera la dernière sur le même sujet.

4- Ma délégation salue, la présence du Secrétaire Général au début de nos travaux ce matin. Sa présence parmi nous est

un signe éloquent de son ferme soutien à nos travaux et surtout de sa volonté manifeste de voir un TCA robuste conclu dans les meilleurs délais.

5- Ma délégation s'aligne pleinement à la déclaration faite plutôt ce matin par la distinguée représentante du Nigeria au nom du Groupe Africain.

6- Elle fait également sienne la déclaration faite par le Mexique au nom du groupe de 108 délégations ayant un objectif commun sur le sujet qui nous réunit depuis ce matin.

7- Ma délégation souscrit en outre à la position des différents blocs régionaux dont le Burundi est membre. Qu'il suffise de citer entre autres la position de l'Union Africaine adoptée à Addis-Abeba et celle de la CEEAC adoptée à Libreville. Toutes ces positions appellent le futur Traité sur le Commerce des Armes à prendre en compte les Armes Légères et de petit calibre (ALPC), les minutions et les autres matériels connexes conformément à la Convention de Kinshasa et au protocole de Nairobi dont le Burundi est signataire.

8- **Monsieur le Président**, nous avons travaillé jour et nuit depuis plusieurs années en vue de l'adoption d'un instrument juridique contraignant destiné à réguler le commerce des armes. Aujourd'hui nous sommes venus à

New York pour parachever le travail que nous n'avons pas terminé l'année dernière.

9- Ma délégation reconnaît que la non réglementation du commerce des armes constitue un facteur aggravant qui alimente les conflits armés et favorise la criminalité transfrontalière et le terrorisme dans le monde.

10- De l'avis de ma délégation, nous sommes venus à New York non pas pour engager de nouvelles négociations de fond, nous sommes ici plutôt pour consolider et renforcer les acquis déjà atteints jusqu'aujourd'hui. Un autre rendez-vous de plus sur le même sujet viendrait tout simplement décevoir toute l'humanité en attente d'un traité fort, universel et juridiquement contraignant sur le commerce des armes.

11- **Monsieur le Président**, mon pays se trouve dans une zone de tension dans la région des grands lacs. Nous sommes convaincus que la conclusion d'un TCA Robuste et juridiquement contraignant, pourrait contribuer sensiblement à la stabilisation durable de notre région et sauver plusieurs vies humaines.

12- A cet égard, ma délégation voudrait attirer votre attention sur le fait que le monde entier, et surtout la région des grands lacs attend beaucoup de cette conférence et nous sommes appelés à ne pas les décevoir en rentrant bredouille le 28 mars 2013

13- Mon pays est prêt à se joindre aux autres délégations ici présentes pour adopter finalement notre Traité tant attendu.

14- Il faut toutefois souligner que la signature ce Traité ne sera pas une fin en soi, mais plutôt un bon départ vers la régulation du Commerce des Armes.

15- Au-delà de la signature, il nous faudra veiller à sa mise en application effective sur le terrain. Il nous faudra entre autre un bon mécanisme de suivi évaluation de sa mise en œuvre et une plus large sensibilisation sur ses bienfaits au niveau local, national, régional et international. Il faudra aussi assurer aux pays en développement une assistance financière accrue de la part des pays développés dans la mise en œuvre du futur TCA. C'est ici Monsieur le Président, un autre travail qui nous attend au-delà du 28 mars prochain.

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE AIMABLE ATTENTION !